



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Lettre d'information du Bureau Régional pour l'Afrique Centrale

Lettre Électronique d'Information numéro 042 (Janvier 2014) - Afrique Centrale - ISSN 2073-3844

Mot du Directeur



Le quarante-et-deuxième numéro du bulletin électronique est maintenant disponible.

Les derniers mois ont été marqués par plusieurs événements:

- Un nouveau Directeur au Bureau UNESCO de Yaoundé
- Présentation des Lettres d'introduction du nouveau Représentant de l'UNESCO
- Benoît SOSSOU dit au revoir au Bureau UNESCO de Yaoundé
- Nouveaux locaux pour le Bureau UNESCO de Yaoundé
- Cameroun: l'UNESCO présent au « Ngondo » 2013
- Le Bureau UNESCO de Yaoundé participe au premier « Salon du livre de Yaoundé »
- Douala : 3ème édition des « Journées TIC »
- TIC: Clôture de l'Opération «100 000 femmes»
- Brazzaville: mise en œuvre de la première phase du projet de renforcement des capacités de 3.000 enseignants du primaire et du secondaire
- Développement des compétences psychosociales liées à l'éducation au VIH&SIDA
- Renforcement des capacités des encadreurs et des jeunes leaders en sante de reproduction des adolescents (SRA)
- Science: l'espace trinational Dja-Odzala-Minkebe (Tridom) au cœur d'une réflexion
- Le staff de l'UNESCO se joint à la campagne contre les violences faites aux femmes

Felix Yé

Directeur du Bureau régional
multisectoriel de Yaoundé.

Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique
centrale

UN NOUVEAU DIRECTEUR AU BUREAU UNESCO DE YAOUNDE



M. Félix Loïtéohin Ye, nouveau Représentant de l'UNESCO en Afrique centrale et Directeur du Bureau de Yaoundé

Nommé par la Directrice générale le 16 décembre 2013, M. Félix Loïtéohin YE, de nationalité Burkinabé a pris fonction le 1er janvier 2014, en tant que Directeur du Bureau multisectoriel de l'UNESCO à Yaoundé et Représentant de l'UNESCO pour le Cameroun, l'Angola, le Burundi, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, Sao Tomé-et Príncipe et le Tchad.

Né en 1955, M. YE est titulaire d'un Master en Administration des affaires publiques et des Relations internationales (option Management du développement économique), délivré en 1991 par l'Université de Pittsburgh (Etats-Unis d'Amérique). Il détient aussi une Maîtrise de Sciences sociales appliquées (option Sociologie du développement) de l'Université d'Abidjan (Côte d'Ivoire), obtenue en 1984.

M. YE débute sa carrière en 1984 comme Chef du service de la planification de la main d'œuvre, au sein de la Direction de l'Office national de la promotion de l'emploi (Ministère du Travail, de la Sécurité sociale et de la Fonction publique du Burkina Faso). De 1986 à 1988, il assume, pour le même ministère, les fonctions de Directeur central des ressources humaines. Après un stage effectué au Bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Afrique, au Siège des Nations Unies à New York (mai-août 1990), il occupe plusieurs fonctions successives au Ministère de la Fonction publique et du Développement institutionnel du Burkina Faso. Entre 1992 et 1994, il officie comme Directeur général de la modernisation de l'administration, puis, de septembre 1994 à octobre 1997 il assure les fonctions de Commissaire à la réforme et à la modernisation de l'administration, de Directeur national du projet PNUD d'appui à la modernisation de l'administration et de Coordinateur national du Programme de développement des institutions publiques. De fin 1997 à fin 1999, il est Conseiller technique du Ministre de la Fonction publique et du Développement institutionnel.

Lire la suite...

PRESENTATION DES LETTRES D'INTRODUCTION DU NOUVEAU REPRESENTANT DE L'UNESCO

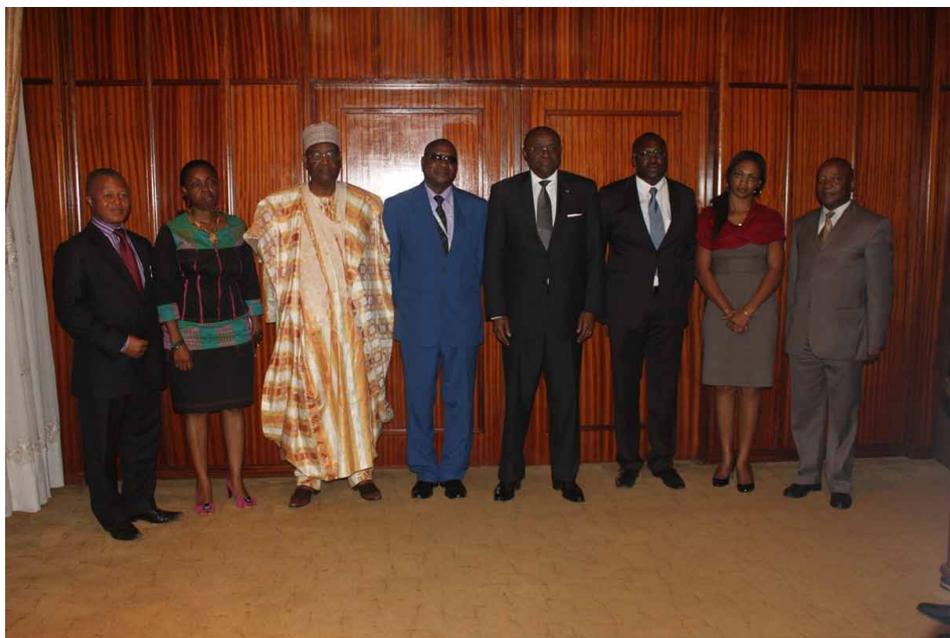
M. Loïtéohin Félix YE, nouveau Représentant de l'UNESCO pour l'Afrique centrale et Directeur du Bureau régional multisectoriel de Yaoundé a été reçu en audience le vendredi 3 janvier 2014 par S.E. Pierre MOUKOKO MBONJO, Ministre des Relations Extérieures, pour présenter ses Lettres d'introduction auprès de l'État camerounais.

Cet entrevue brève mais riche en significations, à laquelle prenaient part S.E. ADOUM GARGOUM, Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures chargé du monde islamique ainsi que des proches collaborateurs, a été ponctuée par trois temps forts. D'abord le cérémonial de présentation des Lettres d'introduction, selon les principes diplomatiques et protocolaires d'usage, suivi de la présentation des suites. Deuxième grand moment, l'entretien entre les deux hommes et leur suite respective, question de faire plus ample connaissance et d'échanger sur les grands dossiers actuels de la coopération entre le Cameroun et l'UNESCO. Enfin, les civilités d'au revoir et des photos souvenirs pour immortaliser ce moment précieux. M.

Félix YE était accompagné à cette audience par M. Christian TANON, Administrateur du Bureau et Cletus OJONG, Chargé du Programme Communication et Information.



Le Représentant de l'UNESCO en tête-à-tête avec le MINREX



BENOIT SOSSOU DIT AU REVOIR AU BUREAU UNESCO DE YAOUNDE

Après 24 ans au service de l'UNESCO, M. Benoît SOSSOU a été appelé à faire valoir ses droits à la retraite. Le personnel du Bureau UNESCO Yaoundé où il a passé 5 années de sa longue et riche carrière lui a rendu hommage le 16 décembre 2013 au cours d'une cérémonie riche en émotions.

La salle de conférence du Bureau UNESCO de Yaoundé était pleine à craquer. L'ensemble du personnel, les membres de la COMNAT, quelques sympathisants à l'instar de la chorale la Colombe et les enfants des membres du personnel étaient présents.

Dans son discours d'au revoir, Annie Claude PIAL, la Présidente de l'Association du Personnel de l'UNESCO-Yaoundé (APUY) est revenue sur les réalisations marquantes de Monsieur SOSSOU, « nous pouvons de façon unanime et solennelle vous affirmer que vous avez marqué d'une pierre dorée votre passage au Bureau UNESCO de Yaoundé. C'est certainement votre clairvoyance, votre sens élevé du devoir, vos hautes qualités managériales et humaines qui ont à coup sûr permis l'atteinte de ces résultats. Nous sommes conscients que vous avez placé la barre très haute. Notre défi à tous est désormais de l'y maintenir », a-t-elle souligné.

A la suite de la Présidente de l'APUY, les enfants des membres du personnel ont à leur tour rendu hommage à celui qu'ils appelaient affectueusement « Papi ». Dans leur mot, ils se sont

surtout souvenus des célébrations de l'arbre de Noël au cours desquelles Monsieur SOSSOU leur donnait des conseils et les encourageait à être les meilleurs à l'école.

Tous ces témoignages d'affection ont poussé M. Benoit SOSSOU à affirmer qu'il est béni. Il ne serait pas arrivé à accomplir autant de choses en 5 ans sans le soutien et la contribution de cette dynamique équipe qui est au Bureau UNESCO de Yaoundé, a-t-il souligné. Il a exhorté les uns et les autres à maintenir le cap, pour continuer à faire rayonner le Bureau UNESCO de Yaoundé qui bénéficie d'un important capital de confiance et de sympathie auprès des gouvernements et autres partenaires.

Lire la suite...



Le cadeau de l'APUY remis par la vice-présidente, Céline TOULOU



Les nouveaux locaux du Bureau régional de l'UNESCO à Yaoundé et de l'ONUSIDA

NOUVEAUX LOCAUX POUR LE BUREAU UNESCO DE YAOUNDE

Le Bureau Régional Multisectoriel de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture en Afrique Centrale à Yaoundé vient d'aménager dans ses nouveaux locaux au quartier Bastos. Ils sont situés en bas de l'Ambassade de Chine, à la Rue 1794, derrière celle allant vers le quartier Dragage. Ce nouvel immeuble, de quatre niveaux et qui compte 70 bureaux, est un don du gouvernement camerounais et fait partie du dispositif de mise en œuvre du Bureau régional pour l'Afrique centrale. Il faut signaler que l'UNESCO et l'ONUSIDA continuent de cohabiter dans ces nouveaux locaux, ONUSIDA étant logé au 4ème niveau du nouvel immeuble.

Cliquez ici pour localiser le Bureau avec google maps...

LE STAFF DE L'UNESCO SE JOINT A LA CAMPAGNE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

L'ONU a lancé le 25 novembre 2013 une campagne Orange de 16 jours contre les violences faites aux femmes, afin d'attirer l'attention de l'opinion mondiale sur le fait que les droits des femmes constituent des droits fondamentaux. A cet effet, tout le personnel du Système des Nations Unies au Cameroun s'est drapé de la couleur Orange pour marquer son engagement à lutter pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes. Le personnel de l'UNESCO s'est joint à l'initiative. *Lire la suite...*



Le personnel de l'UNESCO mobilisé pour la campagne « Orange »

CAMEROUN: L'UNESCO PRESENT AU «NGONDO» 2013

Le Ngondo devint le symbole de leur unité, la concrétisation d'un front uni appelé à défendre l'honneur du peuple, aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger.

Son existence est antérieure à l'arrivée, en 1843, des premiers missionnaires à Douala. Son année de création peut se situer approximativement en 1830, soit une quinzaine d'années avant la mort, en juillet 1845, de NGANDO AKWA, Roi des Akwa à l'époque. D'après certains notables avec qui nous nous sommes entretenus, le début du Ngondo se situe en 1815. A cette époque, il se tenait au mois de juillet. À Douala, en effet, l'on accorde à celui-ci l'honneur immortel d'être le « père » du Ngondo.

L'administration allemande, sans le dissoudre officiellement, mit néanmoins quelque peu le Ngondo sous l'éteignoir, en restreignant ses activités, surtout judiciaires, considérées alors comme contraires à la morale chrétienne. Et pourtant, c'est le Ngondo qui s'était réuni sans désespérer, durant tout le mois de juin et pendant toute la première moitié de juillet 1884, aux fins de décider le peuple duala à accepter la présence allemande en renonçant à la préférence – inflexible – de certains de voir plutôt s'installer dans le pays une administration britannique. L'administration française, quant à elle, autorisa, en 1949, la renaissance officielle du Ngondo, regardé comme un organe original d'entretien et de conservation des traditions du peuple. *Lire la suite...*

Des chefs traditionnels Sawa pendant la commémoration du Ngondo sur les berges du Wouri

Dans le cadre de la célébration annuelle du NGONDO, et faisant suite à l'invitation de son Comité d'organisation, M. Christian NDOMBI, Spécialiste du Programme Culture du Bureau UNESCO/Yaoundé a conduit une délégation de l'UNESCO du 30 novembre au 02 décembre 2013 à Douala.

Le Ngondo, assemblée du peuple, désigne en langue duala le cordon ombilical qui relie le nouveau-né et sa mère après la délivrance. De cette image, les Duala tirèrent l'idée du lien devant les unir dorénavant. Ainsi,

LE BUREAU UNESCO DE YAOUNDE PARTICIPE AU PREMIER « SALON DU LIVRE DE YAOUNDE »

Le ministère des Arts et de la Culture du Cameroun a organisé du 5 au 7 Décembre 2013, à la Centrale de lecture publique de Yaoundé, la première édition du Salon du livre. Ce Salon avait pour objectif de promouvoir, de valoriser l'édition, la littérature, les auteurs nationaux et internationaux, de favoriser la promotion du livre en tant que support du savoir, instrument de paix et de développement. L'invitation de Madame la Ministre des Arts et de la Culture a ainsi, du fait de l'intérêt que notre Organisation accorde à la promotion du livre et de la lecture, trouvé un écho favorable au Bureau de l'UNESCO à Yaoundé.

Une équipe spéciale de l'UNESCO, sous la supervision du Chef secteur Culture et de la Responsable du Centre de Documentation du Bureau de l'UNESCO, a immédiatement été mise sur pied pour la préparation de l'évènement. Ce Salon du livre, était pour l'UNESCO à la fois une occasion et une opportunité de présenter ses ouvrages et de contribuer à la réflexion conduite au plan national pour examiner les voies et moyens de mieux diffuser et promouvoir les œuvres et inciter les jeunes à la lecture. Le Stand de l'UNESCO a été sans doute un des plus



Mme Elisabeth MOUNDO ancienne Directrice Afrique de l'UNESCO et le Pr Ebénézer NJOH MOUELLE stand de l'UNESCO

dynamiques et des plus attractifs avec l'exposition des livres et documents reçus du Siège de l'UNESCO à Paris et ceux publiés par le Bureau, des exemplaires des ouvrages intéressants du Centre de Documentation de l'UNESCO à Yaoundé et un jeu concours sur les hautes personnalités et intellectuels camerounais ayant occupé des fonctions importantes à l'UNESCO et qui ont en outre publié des livres. Des teeshirts, stylos et des

visières ont été offerts aux gagnants. Une question subsidiaire sur le sigle UNESCO était posée aux participants avec quelquefois des réponses étonnantes. Plusieurs collègues du Bureau de l'UNESCO ont également assuré l'animation et la visite du stand. *Lire la suite...*

DOUALA: 3EME EDITION DES «JOURNEES TIC»

Initié par le cabinet Evolving Consulting, avec l'appui du ministère camerounais des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL), la 3ème édition des « Journées TIC » s'est tenue à Douala du 12 au 15 novembre 2013 dernier avec pour objectif de galvaniser l'usage de la technologie pour le développement inclusif en Afrique.

Ces journées ont permis aux différentes délégations nationales et étrangères de partager leurs expériences et d'identifier les éléments structurants communs devant orienter un processus de développement des TIC au Cameroun par l'usage. Au moment où plusieurs

pays de la région CEEAC sont engagés, à des niveaux plus ou moins avancés, à intégrer les TIC dans tous les domaines de la vie publique et en particulier dans l'éducation, ces journées TIC ont permis un renforcement des capacités par le partage des expériences pour une meilleure identification et formulation des éléments techniques susceptibles de booster le développement des applications technologiques et leur usage dans l'éducation, l'administration, le commerce, l'industrie, la santé, l'entrepreneuriat, etc., notamment par le biais des concepts tels que e-learning, e-government, e-administration, e-marketing, e-health, etc. Ensuite, les connaissances reçues à Douala devraient permettre aux différents participants, une fois de retour dans leurs structures respectives, d'intégrer les TIC dans leurs pratiques quotidiennes. [Lire la suite...](#)

TIC : CLOTURE DE L'OPERATION «100 000 FEMMES»

La cérémonie de clôture de l'opération «100 000 femmes formées dans les TIC en 2012» s'est déroulée le vendredi 6 décembre dernier au Campus de l'Institut Africain d'Informatique (IAI), présidée par la ministre de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF) Pr. Thérèse Abena Ondo, représentante de Mme Chantal Biya, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO et marraine nationale de l'opération.

La solennité de ce 6 décembre vient en effet boucler une vaste série de sessions de formation des femmes qui a duré 10 ans, et qui a permis d'initier 103 500 femmes issues de 77 villes du Cameroun, urbaines et rurales, à l'usage de l'outil informatique. En réalisant cette importante opération dira le Représentant de l'UNESCO, l'IAI «apporte ainsi une contribution considérable aux efforts du Cameroun et des États de la sous-région, de réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes, mais aussi, de renforcer l'autonomisation des femmes en vues d'un développement durable et soutenu.» Il faut dire que les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont le potentiel de sensiblement améliorer les vies des femmes, ainsi que



La représentante spéciale de la première dame du Cameroun et une femme initiée en TIC

leur possibilité de s'intégrer socialement, politiquement et économiquement aux communautés et à la société en élargissant l'étendue des activités qui leur sont à portée de mains. Vivement que les diplômes remis et la formation reçue contribuent véritablement à l'autonomisation de la femme et au développement du Cameroun.

SCIENCE : L'ESPACE TRINATIONAL DJA-ODZALA-MINKÉBE (TRIDOM) AU CŒUR D'UNE REFLEXION

Cameroun, le Congo et le Gabon. Cet atelier a connu la participation des représentants des organisations sous régionales (COMIFAC), des agences du Système des Nations Unies (UNESCO, UNOPS), des cadres des administrations en charge de la gestion des aires protégées des trois pays faisant partie de l'espace TRIDOM et de deux des trois réserves de biosphère de cet espace.

L'atelier s'est articulé autour d'une cérémonie d'ouverture, les travaux proprement dits et la cérémonie de clôture. Les exposés doublés d'échanges ont porté entre autres sur la restitution du cadre de l'atelier dans son contexte, la faisabilité de l'établissement d'une réserve de biosphère transfrontière et la présentation d'une réserve de biosphère. La fructueuse phase des échanges qui s'en est suivie a porté tour à tour sur la démarche participative de l'étude de faisabilité, sur le cas de la réserve de biosphère d'Ipasa-Makokou, des questions relatives à la connectivité des segments, problématique clé du zonage de l'espace TRIDOM. [Lire la suite...](#)



Les participants en plein travaux

Du 12 au 13 Décembre 2013, s'est tenu dans la Salle de réunion du Bureau Régional multisectoriel de l'UNESCO à Yaoundé, l'atelier tri-national d'analyse et de validation des résultats de l'étude de faisabilité en vue de l'établissement d'une réserve de biosphère transfrontière dans l'espace TRIDOM (Trinational Dja-Odzala-Minkébé) entre le

Bulletin d'information
du
Bureau régional
multisectoriel
de l'UNESCO à Yaoundé

Directeur de Publication
Félix YE

Coordination éditoriale
Cletus OJONG

Montage
Eric DEUMO N.

Rédaction

Mama PLEA
Christian NDOMBI
Albert MENDY
FATOUMATA MAREGA
Jean Roland ONANA NKOA
Salomon BEGUEL
Mireille NNANGA
Annie Claude PIAL
William NGUE
Delphine HIOL

Bruno TAYIM DZOUNESSE

Silas BONG
Eléonor NGALABE

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun
Tel: (237) 22 20 35 47
(237) 22 20 35 48
Fax: (237) 22 20 35 49

Email: yaounde@unesco.org
web: www.unesco.org/fr/
yaounde

BRAZZAVILLE: MISE EN ŒUVRE DE LA PREMIERE PHASE DU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE 3.000 ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ET DU SECONDAIRE

Le Bureau UNESCO de Brazzaville, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Alphabétisation (MEPSA) de la République du Congo et l'appui de l'Institut International pour le Renforcement des Capacités en Afrique (IIRCA) et du Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale de Yaoundé, a procédé du 16 au 23 décembre 2013 à l'Institut National de Recherche et d'Action Pédagogiques (INRAP) de Brazzaville au lancement officiel de la mise en œuvre de la première phase du projet de renforcement des capacités de 3.000 enseignants du primaire et du secondaire du Congo financé sur fonds d'urgence.

Ce lancement officiel du projet a servi de prétexte à la tenue d'un atelier national de conception et d'élaboration des modules de formation des enseignants du primaire et du secondaire qui constitue l'une des activités majeures du projet. L'atelier a regroupé une trentaine de participants représentant les différentes équipes de rédaction de 7 modules de renforcement des capacités mises en place par arrêté ministériel. Il offrait l'occasion aux différentes équipes et aux Experts de l'UNESCO-IICBA de définir un schéma conceptuel commun d'écriture de modules, de partager leurs expériences et d'identifier les éléments structurants

communs devant orienter le processus d'élaboration des modules et de mise en œuvre des formations. Au moment où le Congo Brazzaville s'est engagé dans un processus de formation de 3000 enseignants du primaire et du secondaire, cet atelier a permis un renforcement des capacités pour une meilleure identification et formulation des éléments techniques susceptibles de compléter les modules de formation existants, étape préalable de ce processus. Les enseignements reçus devraient ensuite permettre aux différentes équipes de rédaction, une fois le processus de rédaction engagé, de consolider, finaliser et d'harmoniser les modules élaborés.



Une vue de l'assistance

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PSYCHOSOCIALES LIÉES À L'ÉDUCATION AU VIH&SIDA

Améliorer les acquis des élèves en matière de compétences relatives à la protection contre le VIH&SIDA, tel est l'objectif de l'atelier sous-régional de mise en œuvre effective des méthodes actives pour le développement des compétences psychosociales liées à l'éducation au VIH&SIDA, tenu à Douala du 04 au 08 novembre 2013.

La rencontre de Douala, qui a regroupé 38 cadres pédagogiques des ministères en charge de l'éducation du Congo (MEPSA et METPFQE), du Tchad (MEFA et MESFP) et du Cameroun (MINEDUB et MINESEC) ainsi que 9 staffs de l'UNESCO et du Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE-UNESCO), visait à combler un besoin pratique et à améliorer la qualité de l'éducation. Si la plupart des enseignants sont bien conscients de l'importance de développer des compétences

chez leurs élèves, ils se trouvent souvent dépourvus de matériels les aidant concrètement à mettre en œuvre une telle approche et renoncent ainsi à changer leur pratique. Ainsi, lors de l'atelier technique, tenu du 26 au 28 août 2013, à Yaoundé, sur le développement des compétences psychosociales liées à l'éducation au VIH&SIDA chez les apprenants, les participants du Cameroun, du Congo et du Tchad ont sollicité de l'UNESCO l'élaboration d'un outil pratique de mise en œuvre des méthodes pédagogiques actives et une formation de formateurs en la matière.

L'assise était donc l'occasion de consolider un outil méthodologique adapté aux différents contextes des pays représentés, précisant pas à pas comment atteindre telle(s) compétence(s) psychosociale(s) en décrivant précisément l'objectif principal, le nombre de séances à consacrer, la méthode à privilégier, les connaissances à acquérir, les questions à soulever chez les élèves, etc. En somme, le cheminement complet à suivre pour parvenir au développement de la compétence en jeu. [Lire la suite...](#)

RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ENCADREURS ET DES JEUNES LEADERS EN SANTE DE REPRODUCTION DES ADOLESCENTS (SRA)

La salle de permanence du Lycée du Manengouba (Nkongsamba) a accueilli du 27 au 30 novembre 2013 l'atelier de renforcement des capacités des encadreurs et des jeunes leaders en SRA dans le but de prévenir et réduire la transmission du VIH/SIDA en milieu jeune au Cameroun. Les travaux étaient placés sous la présidence du Dr Eveline MPOUDI NGOLLE, Inspecteur General des Enseignements au MINEDUB, qu'assistaient M.BELLO, IGG-OVS au MINESEC et Mme Fatoumata MAREGA, Spécialiste du Secteur Education au Bureau UNESCO.

Ledit atelier se proposait concomitamment de former les encadreurs à la maîtrise des concepts et au développement des compétences de base en SRA y compris le VIH/sida, à l'opérationnalisation de l'autoforformation des pairs éducateurs et des enseignants par le biais du didacticiel, à l'implication de ceux-ci au suivi de proximité des activités des clubs scolaires et des centres multifonctionnels de promotion des jeunes (CMPJ) bénéficiaires et enfin à l'utilisation des kits mis à leur disposition.

Au terme des assises, les 35 participants, constitués des chefs d'établissements scolaires, des chefs CMPJ de Nkongsamba et de Bafang, ainsi que des coordonnateurs des activités post et péri scolaires des lycées, des établissements privés et du CMPJ de la ville de Nkongsamba ont dit leur satisfaction quant à l'atteinte des objectifs préalablement définis, à l'approche pédagogique essentiellement inspirée des principes andragogiques, à la qualité des outils de travail et à la facilitation des travaux. Les équipements et le matériel pédagogique remis aux chefs d'établissements ont été hautement appréciés. Ces derniers ont promis en retour, non seulement de les utiliser à bon escient et en toute responsabilité, mais de ne ménager aucun effort pour être à la hauteur de la tâche de formation des jeunes qui les attend.

REFLEXION DU MOIS

La Radio communautaire, un outil de communication vital au service du développement local

Les moyens de communication ont connu une transformation fondamentale et ultra-rapide ces dernières décennies. L'être humain n'a jamais autant communiqué qu'à notre époque et n'a jamais eu autant de moyens pour le faire.

Les médias sont devenus plus puissants que jamais et ils sont devenus une source de richesse et de pouvoir. Des empires médiatiques se sont ainsi constitués et ont presque monopolisé des moyens de communication et de production de l'information. La tendance est à l'écoute de la même information, des mêmes spécialistes, des mêmes programmes produits par quelques-uns. Cette même tendance fait en sorte qu'on est généralement au courant de ce qui se passe de l'autre côté du monde, mais on ignore ce qui se passe en bas de chez nous. L'appropriation des médias est de ce fait devenue un enjeu majeur. Et pourtant, « les médias libres et indépendants sont un élément essentiel d'une société stable et prospère. A l'ère de la mondialisation, l'information sème les graines de la prospérité, et ceux qui n'ont pas accès à l'information sont très largement défavorisés pour construire un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants », comme l'a si bien souligné Shashi THAROR, Secrétaire général adjoint à la Communication des Nations Unies, à l'occasion du Forum mondial pour le développement des médias en octobre 2005, à Amman en Jordanie.

Dans ce contexte, les médias alternatifs ont vu le jour afin de permettre aux populations de se réapproprier les moyens de communication. Ces médias dits de proximité vont au-delà du simple fait d'informer les populations, ils donnent des moyens à ces derniers de s'exprimer, les considérant comme des citoyens actifs et intelligents, capables de parler pour eux-mêmes. Ces médias de proximité permettent la démocratisation des moyens de communication et la réappropriation du « quatrième pouvoir » au service de la communauté et du développement local.

En effet, dans beaucoup de régions dans le monde, les radios communautaires sont essentielles pour la circulation de l'information locale, mais aussi pour leur rôle d'éducation et de promotion du développement. Elles constituent souvent le seul média disponible et accessible dans des pays aux infrastructures peu développées où l'électricité est rare et où l'analphabétisme demeure important. C'est fort de ce constat que dès les années 1960, l'UNESCO, ainsi que d'autres acteurs du développement international ont considéré la radio communautaire comme un instrument essentiel pour la promotion et l'impulsion du développement local. Dans son manuel de la radio communautaire, l'UNESCO a d'ailleurs résumé les fonctions de la radio communautaire en dix points :

□ La promotion d'un large dialogue et la démocratisation:

Les radios communautaires sont un instrument essentiel de dialogue entre la communauté, les autorités locales et la société civile.

□ Promotion du développement et du progrès social :

La radio communautaire permet d'instaurer un débat interne au sein de la communauté afin d'envisager sa situation, les causes de ses problèmes et les éventuelles actions à mener pour y remédier.

□ Instaurer la diversité des voix et d'opinions à l'antenne :

Il existe des points de désaccord dans toutes les communautés, venant de la différence de centres d'intérêt, d'ethnie, d'appartenance linguistique ou religieuse ou de querelles anciennes. Ouvrir

l'antenne aux différentes vues et opinions et à la discussion favorise une compréhension mutuelle, aide à résoudre les problèmes en donnant à chacun l'occasion de donner sa version des faits.

□ Réfléter et promouvoir l'identité et la culture locales :

La radio communautaire diffuse des programmes dans les langues locales sur les questions qui ont une incidence immédiate sur la communauté, en tenant compte de l'environnement socio-culturel.

□ Offrir une diversité de programmes et de contenus:

Le contenu des programmes diffusés par la radio communautaire reflète les besoins de son public en milieu rural ou de zones urbaines spécifiques. Les sujets couverts sont souvent la santé, l'agriculture, la pêche, l'environnement, les possibilités de crédit, la commercialisation locale des produits, etc.

□ Encourager le rôle de la société civile:

Les radios communautaires, notamment dans les pays n'ayant adopté que récemment un système de gouvernement démocratique, mettent l'accent sur ce qu'implique la démocratie et l'importance de la société civile, sensibilisant les gens à leurs droits, mais aussi à leurs devoirs. Elles prônent un comportement citoyen pour que les libertés nouvellement acquises débouchent sur le progrès social et l'harmonie.

□ Stimuler la bonne gouvernance:

Jouant le rôle de 'chien de garde' de la communauté, la radio communautaire amène les autorités locales à prendre leurs responsabilités.

□ Encourager la participation, le partage de l'information et l'innovation:

Le premier dessein de la radio communautaire est de rechercher, d'encourager activement la participation des membres de la communauté à toutes sortes de programmes et activités au sein de la radio. Les auditeurs peuvent en les écoutant s'inspirer des solutions et reprendre les 'meilleures pratiques' d'autres dans la même situation que la leur. La progression rapide et l'accessibilité des téléphones portables se sont traduites par une formidable poussée des programmes interactifs ces dernières années.

□ Donner une voix à ceux qui en sont privés:

Dans de nombreuses sociétés traditionnelles, les femmes et les enfants, les jeunes ou les minorités sont rarement entendus. La radio communautaire est là pour leur donner la parole et se faire entendre.

□ Contribuer à l'établissement de la paix et à la reconstruction:

En fournissant des informations fiables, en permettant aux parties au conflit de se parler au lieu de se combattre.

Il est de ce fait évident que tout programme de développement local ambitieux devrait s'appuyer sur la radio communautaire, le média le mieux indiqué pour favoriser l'intégration, l'accès à l'éducation et à l'instruction, en particulier pour des communautés marginalisées, tenues à l'écart des circuits de la culture et de la connaissance. Il est louable de constater qu'une bonne partie des pays de l'Afrique centrale ont pris la mesure de l'enjeu et sont aujourd'hui positionnés sur ce défi, à l'instar du Cameroun qui prévoit dans le Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), la création de 100 radios communautaires d'ici à 2020 ; l'Angola et la Guinée Equatoriale, qui avec l'aide de l'UNESCO développent des projets de création des radios communautaires.